

Extrait du plan d'action 2009 du GIP CARIF Ile de France adopté en CA le 10 mars 2009

ANALYSER LES BESOINS SOCIO-ECONOMIQUES ET LES BESOINS DES TERRITOIRES

L'OREF a une mission d'aide à la décision pour assurer « l'interface entre prospective et action en matière de relation emploi-formation » (cahier des charges de l'OREF, décembre 2003), notamment pour appuyer les services de l'Etat et du Conseil régional dans leur mission de coordination des politiques publiques de l'emploi et de la formation. Plus largement, le contrat de projet Etat-Région 2007-2013 le place au cœur des réflexions des partenaires régionaux pour l'anticipation des mutations économiques en matière de ressources humaines. Le champ d'investigation est donc large : le continuum économie – emploi – formation. D'autre part, la construction de connaissances ne suffit pas : il faut que ces dernières soient appropriées par les acteurs en charge de la conception et du pilotage des politiques d'emploi et de formation. Pour cela, la meilleure garantie est de co-construire ces connaissances. Enfin, le contrat de projet insiste sur la dimension « animation » de la mission de l'OREF ; il s'agit d'augmenter le niveau de compétence collective des acteurs régionaux et locaux, ceux qui conçoivent et pilotent mais aussi ceux qui mettent en œuvre, pour de meilleurs plans d'action, plus pertinents par rapport aux évolutions économiques et mieux coordonnés sur la base de diagnostics communs.

Depuis sa création L'OREF, a établi des relations de partenariat avec l'ensemble de ses commanditaires, représentés dans son comité de programmation, notamment pour centraliser des données produites par ces derniers et les mettre en perspective pour construire un diagnostic régional sur l'emploi et la formation. Grâce à cette centralisation des données, il a pu produire des connaissances « de base » sur la prospective des métiers, la formation, l'insertion des jeunes, l'analyse du système productif du point de vue de l'évolution des structures de qualification, des mobilités, de la fragilité des territoires... A ce stade, dans un contexte de moyens limités et de sollicitations nombreuses, il paraît important de rationaliser le travail de l'OREF, en standardisant, notamment l'apport de données statistiques, et en recentrant les chargés d'études sur des travaux plus qualitatifs, à forte valeur ajoutée : analyses, travaux de terrain, animation de groupes de travail ou de réunions d'information/professionnalisation... C'est pourquoi la construction d'outils partagés fait partie de l'investissement à réaliser pour une meilleure efficacité des travaux régionaux sur ces questions

1-1 La construction d'outils communs

- le premier, en phase de finalisation, est **la base de données locales (BDI)**, qui permettra aux acteurs locaux d'être le plus autonome possible dans leur travail de recherche de données et d'élaboration de **diagnostics locaux** partagés sur l'emploi et la formation. Ces travaux doivent également être utilisés dans le cadre de l'appui à la Région et aux acteurs locaux pour l'établissement des diagnostics préalables à la signature de pactes territoriaux pour le développement économique, l'emploi et la formation.

- le second est en phase de fin d'étude d'expression des besoins et de faisabilité. Il a paru important aux acteurs régionaux, en particulier la Région, de systématiser davantage la production d'indicateurs statistiques et d'analyses de référence pour **l'établissement de diagnostics communs en vue du pilotage de l'appareil de formation initiale et continue**. Dans le cadre du schéma des formations. C'est l'objet du chantier « **BREF** » (**base régionale emploi-formation**), sur la poursuite duquel le comité de programmation et le CA du GIP devront se prononcer. Utiliser le même outil, avec une animation technique commune, est un facteur de travail en partenariat. Plus complet et sophistiqué que la BDI, en termes d'informations mises à disposition, mais s'arrêtant au niveau départemental, cet outil est plutôt destiné aux experts régionaux, pour les évolutions des cartes des formations initiale et continue, avec de nombreux indicateurs sur la prospective des métiers et le lien formation-emploi. Ce travail associe Région, DRTEFP, Rectorats, Pôle Emploi et les trois OPCA interprofessionnels : OPCALIA, Agefos-PME et FONGECIF.

Le démarrage de ce chantier est soumis à l'approbation du comité de pilotage de l'OREF qui se réunit le 30 mars, et à l'obtention des financements nécessaires.

1-2. Les études

En particulier, dans le cadre de **l'anticipation des mutations économiques**, des travaux d'étude devraient s'achever à mi-année : **évolution des structures de qualification (avec l'INSEE et la DRTEFP), fragilités des territoires...**

Pour alimenter l'ensemble de ces réflexions, **les travaux sur les métiers et les secteurs** se poursuivent dans la logique plus sectorielle adoptée depuis 2007, après l'établissement d'une vision globale. Ces travaux doivent alimenter en particulier le travail avec les branches, dans le cadre de CREP¹ par exemple, ou dans le cadre du pilotage de l'offre de formation : travail expérimental, préfigurant la BREF, avec la Région et les professionnels du BTP, Thema (dossier documentaire) et portrait des métiers du transport et de la logistique, Thema et portrait des métiers des services aux personnes. Sur ce dernier chantier, le travail ira sans doute au-delà du portrait statistique et du dossier documentaire, car les problématiques de structuration du marché sont essentielles pour pouvoir piloter en connaissance de cause ce qui est toujours identifié comme un gisement d'emploi pour les moins qualifiés, particulièrement sans doute en période de crise où d'autres emplois peu qualifiés disparaissent dans des secteurs plus exposés. Des travaux

¹ Contrat régional d'engagement partenarial : équivalent des contrats d'objectifs Région-branches. Aujourd'hui l'OREF est associé sur les travaux préliminaires aux CREP transport-logistique, hôtellerie-restauration, environnement...

particuliers sont menés sur les métiers de la santé et du social, et sur ceux du tourisme et du sport, en appui aux schémas des formations concernés.

L'analyse de l'offre de formation, qui constitue depuis l'origine un axe fort des travaux de l'OREF, n'est pas en reste : outre la production de tableaux commentés sur la formation continue des personnes sans emploi, à partir des données fournies par le CRIF, Pôle Emploi, l'AFPA, le FONGECIF et la DRTEFP, un état des lieux des formations préqualifiantes et une comparaison contrat d'apprentissage – contrat de professionnalisation sont en cours.

Les travaux sur la **relation formation-emploi** devraient être fortement enrichis cette année, que ce soit pour les personnes en cours de vie active, les jeunes ou les primo-demandeurs d'emploi : plusieurs publications sont prévues à ce sujet.

Enfin, les travaux sur **l'insertion des jeunes**, qui constituent aussi un axe structurant de l'activité de l'OREF, très attendus notamment pour le pilotage de l'offre de formation, continuent au rythme de la disponibilité des enquêtes : Génération 2004, qui sera exploitée par le Matisse (centre associé du CEREQ à l'université de Paris I), enquêtes insertion dans la vie active et insertion professionnelle des apprentis (exploitées avec la Région et les Rectorats).

1-3. L'animation / professionnalisation

L'ensemble de ces travaux alimente des actions d'animation et de professionnalisation. D'ores et déjà, la formule « **journée d'études** » a été retenue pour une manifestation sur l'insertion des jeunes le 19 mai à l'hémicycle régional, et pour la valorisation des études sur les mutations économiques, en juin ou septembre.

Mais d'autres actions plus novatrices sont prévues. En matière d'information sur les résultats d'études, il peut être utile de se rapprocher des acteurs de terrain, qui n'ont pas toujours la possibilité de se déplacer dans les journées d'études régionales. C'est pourquoi des **journées d'animation départementales sur l'insertion des jeunes**, destinées aux acteurs locaux (Education nationale, SPE, collectivités locales...) ont été prévues, à raison d'une par département et par mois, à partir d'octobre. Ces journées seront co-organisées avec l'Animation des missions locales.

D'autres actions visent une appropriation plus complète des résultats et des méthodes de travail de l'OREF, en rendant les acteurs le plus autonomes possibles sur leurs travaux de diagnostic. Ainsi des **actions de professionnalisation des acteurs au diagnostic local**, inter-réseaux, s'appuyant sur la BDI : 3 ou 4 actions de 3 jours devraient être organisées en 2009. Un autre chantier vise à **renforcer les compétences des partenaires sociaux** dans l'optique de mieux travailler, collectivement, sur l'anticipation des mutations économiques, avec 3 journées d'information-discussion suivies d'une étude-action sur un territoire choisi collectivement, au croisement de l'approche sectorielle indispensable à la compréhension des dynamiques économiques, et de l'approche territoriale indispensable pour l'élaboration de plans d'action assurant la sécurisation des parcours professionnels. Ce travail devrait donc constituer un adjuvant important pour la dynamisation du

dialogue social territorial. Enfin, un groupe de veille active sur les **problématiques ressources humaines dans les pôles de compétitivité** devrait être mis en place, avec la DRTEFP, le CRIF, l'ARD, la DR INSEE et les personnes en charge de ces problématiques dans les pôles.